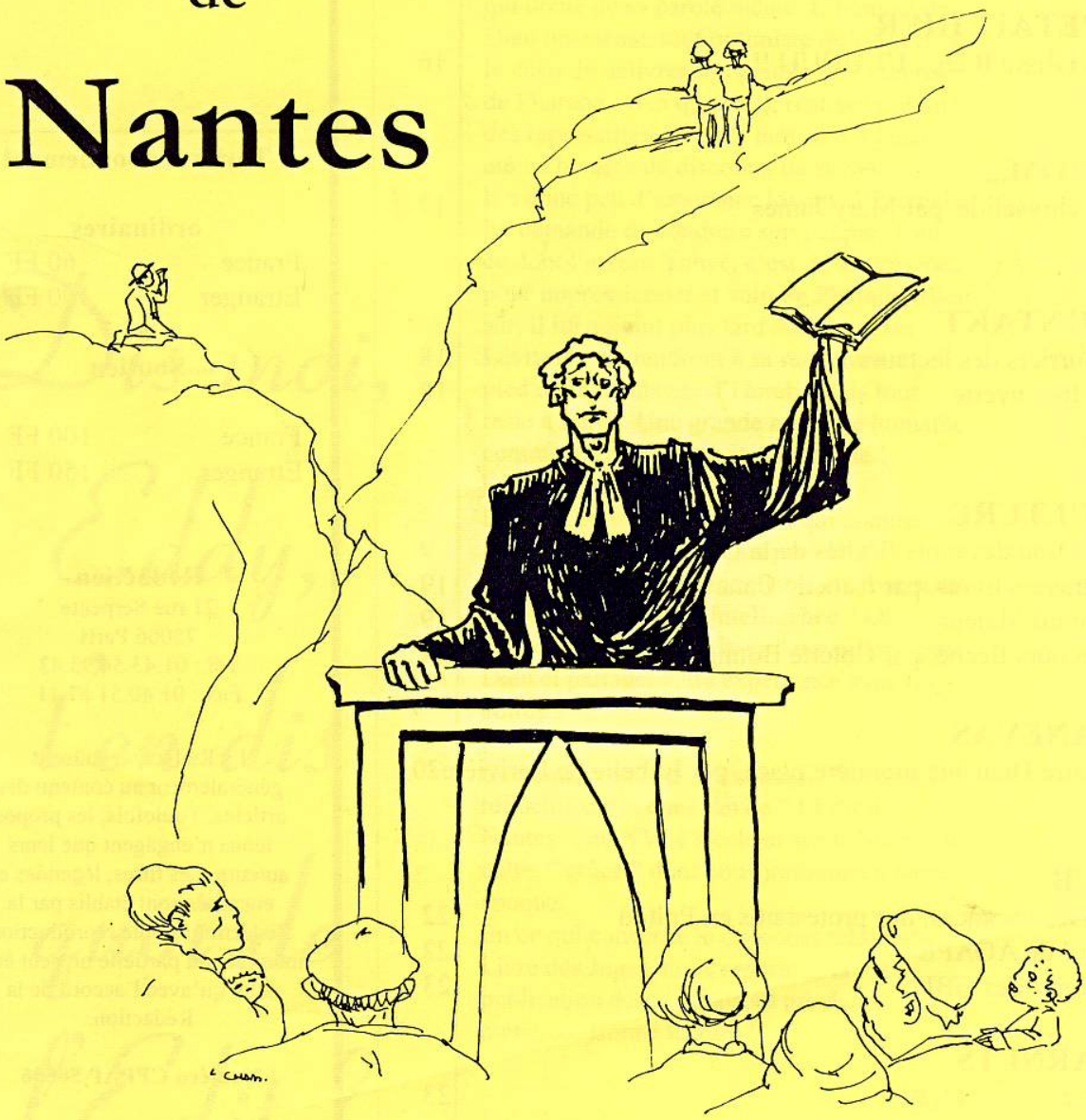
La Gazette des GBU

Fin de votre abonnement

1998 LA GAZETTE DES GBU 32e ANNEE ISSN 02401207
Périodique de l'Union des Groupes Bibliques Universitaires de France
4 numéros par an

L'édit de Nantes



N°73

TREMPLIN POUR AUJOURD'HUI

400 ans après l'Edit de Nantes, quelle place, en France, pour un pluralisme des militantismes religieux ?

Fallait-il commémorer l'Edit de Nantes ? Les protestants ne semblent pas beaucoup s'être posés la question, si l'on en juge, du moins, par le déferlement de célébrations, expositions, fêtes et autres colloques qui s e sont succédés en ce début d'année... Et ce n'est pas fini ! Une encre pleine (généralement) de bons sentiments s'épanche sur les vertus du compromis, les prémisses de la tolérance, l'éloge de la paix religieuse... et fait la joie des éditeurs. Férus de commémorations, les protestants ne pouvaient pas laisser passer une si belle opportunité de ranimer l'épopée des "grands ancêtres" huguenots, qui surent, après tant de guerres, s'asseoir autour d'une table avec les catholiques, sous l'égide du roi. Une négociation qui permit de parvenir à un compromis qui offrait enfin au royaume de France la paix propice à l'ancrage de la monarchie absolue, système dont Louis XIII puis surtout Louis XIV, successeurs de Henri IV, allaient se servir plus tard... pour révoquer l'Edit de Nantes et tenter d'imposer une unité religieuse factice (mais ceci est une autre histoire).

L'intérêt pédagogique d'une telle commémoration saute aux yeux. Elle crée l'événement, dans une perspective qui n'est pas sans similitude avec l'anniversaire, l'an passé, du baptême de Clovis (beaucoup critiqué à l'époque par les protestants !). Mais au-delà de l'impact médiatique et pédagogique, à quoi sert-il de commémorer l'Edit de 1598 ?

Si l'événement n'a, pour les protestants, qu'une fonction identitaire, il rejoindra bien vite dans l'oubli la ribambelle de commémorations dont notre pays, depuis quelques temps, s'est fait une spécialité. Aussi doit-on se réjouir des quelques voix, trop minoritaires cependant, qui tentent d'aller au-delà des célébrations, d'une forme d'auto-satisfaction protestante un peu déplacée, pour s'interroger sur la portée réelle d'un tel édit par rapport à l'évolution ultérieure de l'histoire religieuse de notre pays, jusqu'à l'aube de l'an 2001. Que peut bien signifier un tel édit dans la France d'aujourd'hui ? Se poser une telle question fait poindre un reproche : celui d'anachronisme. Il paraît en effet hasardeux de juger l'Edit de Nantes de 1598 avec les lunettes de notre fin de XXe siècle démocratique et pluraliste. Telle n'est pourtant pas obligatoirement l'écueil d'une réflexion *située* et *contemporaine* sur l'Edit de Nantes. Entre l'enlisement d'une mémoire figée qui se contente, en comptant les siens, de ressasser la satisfaction qui fut celle des signataires protestants de l'Edit, il y a 400 ans, et le risque d'anachronisme qui consisterait à transposer nos schémas de pensée sur l'événement, une troisième voie apparaît en effet possible, celle de l'historien et du sociologue : situer l'Edit de Nantes dans son contexte de l'époque (démarche historique), tout en décryptant les représentations que l'on s'en fait aujourd'hui par rapport aux enjeux religieux de notre société contemporaine (regard du sociologue). Combiner ces regards peut permettre d'ouvrir à des questions pertinentes pour notre temps, au-delà des trompeuses évidences du consensus mémoriel.

L'Edit de Nantes proprement dit constitua,

tous les historiens s'accordent sur le sujet, un grand succès politique à l'actif du roi Henri IV, ancien protestant converti au catholicisme. Au contraire des différents édits de pacification promulgués antérieurement durant les guerres de religion, l'Edit de Nantes eut en effet cette remarquable originalité... d'être respecté, du moins pendant une période assez longue. La paix put s'installer durablement entre les Français, et la reconstruction du royaume s'opérer sous la conduite du roi Henri IV. Cette pacification fut obtenue par un savant compromis où catholiques comme protestants furent contraints à des concessions mutuelles, qui ne laissèrent ni vainqueur ni vaincu apparent. Elle ne constitue cependant pas un acte de tolérance, au sens actuel ou moderne du terme. Les protestants ne restent que les spectateurs d'une *religion prétendue réformée* qu'il est exclu de mettre au même plan que le catholicisme, ciment de la monarchie française. Aussi doit-on soigneusement distinguer les plans (le plan politique, le plan religieux) pour éviter les confusions. En terme politique, l'Edit de Nantes constitue un véritable chef-d'oeuvre de compromis, et ce n'est pas un hasard si Michel Rocard, président du Comité d'Honneur pour la Commémoration de l'Edit de Nantes, puise dans la lecture de ce texte tant de satisfaction. Homme du dialogue contractuel, artisan de la paix en Nouvelle Calédonie, l'ancien Premier Ministre y retrouve les échos d'une démarche politique où il se reconnaît.

En revanche, au plan religieux, peut-on raisonnablement faire l'éloge d'un texte qui ne fut appliqué effectivement... qu'une douzaine d'années, et qui portait en lui-même le principe de sa révocation, effective moins d'un siècle plus tard (1685) ? Henri IV, en effet, y déplorait que ses sujets ne puissent vouer un culte à Dieu "en une même forme de religion", porte ouverte à la tentative ultérieure de revenir à ce qui restait la norme : une religion, et une seule, pour le Royaume de France. Même si l'Edit de Nantes organisa, mieux qu'ailleurs en Europe, une certaine coexistence bi-confessionnelle, il souffrait donc de l'ombre portée d'une révocation à venir. On pourrait, dès lors, se poser la question suivante, un peu provocatrice : et si l'Edit de Nantes constituait en réalité un arrêt de mort lente pour le protestantisme français ? En effet, quelles que soient les excellentes raisons (politiques avant tout !) qui ont conduit à sa promulgation, le texte foncièrement inégalitaire de l'Edit de Nantes a créé, bien avant l'heure, des sortes de réserves indiennes "améliorées". Oui à des enclaves protégées où les parpaillots peuvent célébrer leur culte, vivre leur foi. Non à la conquête, au prosélytisme ailleurs, même si le texte ne le formule pas en ces termes. En figeant les positions protestantes, en empêchant la poursuite de la construction des temples dans le Royaume et en obligeant la réintroduction du catholicisme partout dans le Royaume, même là (dans certains terroirs cévenols par exemple) où il avait disparu, le grand espoir (au coeur de la Réforme) de rallier les foules à l'Evangile de Grâce, version protestante, est mort (provisoirement), en France, au jour de l'Edit de Nantes. Pour gagner la paix, les huguenots ont été contraints d'abandonner le dessein d'évangélisation du Royaume cultivé par Calvin, à partir de Genève, et tant d'autres. Ils avaient bien sûr beaucoup d'excellentes raisons. Qui se remémore l'épouvante des huit guerres de religion qui ensanglantèrent la seconde moitié du XVIe siècle français comprend aisément leur hâte, partagée (en partie) par le camp catholique, d'en finir avec le sang versé. Sans doute les huguenots n'avaient-ils pas le choix, et rien ne serait plus mesquin que de leur en faire le reproche, 400 ans plus tard.

Mais la question est ailleurs. Ce qu'il paraît important de souligner, au-delà des détours de l'auto-célébration, ce sont les conséquences objectives (en

terme d'évangélisation) de cet Édit. Il sonne la fin du flamboyant militantisme protestant du XVIe siècle : il faudra attendre ce que l'on appelle le Réveil, au XIXe siècle, pour retrouver un tel dynamisme. Un édit qui, d'ailleurs, comme les traités avec les Peaux-Rouges, n'a pas duré bien longtemps. On l'écorne fortement aux lendemains de la mort de Henri IV en 1610, on le révoque moins d'un siècle plus tard. Dès lors, "Un bon protestant est un protestant mort"... ou nouveau catholique. Cet édit a eu des conséquences au moins aussi profondes que la Révocation sur la timidité protestante française. En effet, en créant ces places de sûreté et ces poches protestantes dans l'océan catholique, ces "réserves indiennes" avant la lettre, on bloquait l'ardeur militante des protestants. Plus question de gagner de nouvelles villes, de nouvelles régions à la Réforme. Il s'agissait seulement de cultiver les acquis, vaille que vaille, au sein des "réserves", sans pouvoir élargir les rangs autrement que par l'endogamie et le renouvellement des générations. Par l'absence de prosélytisme, les huguenots se sont ethnicisés, contraints et forcés. Si bien que le protestantisme français, réduit en peau de chagrin, a perdu en grande partie sa vocation universelle (conservée par les anglo-saxons), se repliant en grande citadelle familiale. Etre protestant devint de plus en plus une question d'attache parentale, l'engagement et les convictions personnelles passant parfois au second plan...Ce qui explique que l'on puisse en arriver à soutenir des affirmations théologiquement étranges, mais sociologiquement fondées, du style : "on peut être protestant sans aller au temple" (et/ou sans croire en Dieu, Cf. les affirmations du chanteur Renaud) "comme on peut être juif sans aller à la synagogue". Le protestantisme, simple "culture familiale" transmise avec la Croix Huguenote, sans pratique d'Eglise et convictions chrétiennes... Avant même sa révocation, l'Edit de Nantes est en partie responsable de ce processus, sous l'effet de ce que l'on pourrait appeler un "complexe du morisque". A l'image des morisques au XVIe siècle et au début du XVIIe siècle en Espagne, ces musulmans obligés de courber l'échine en terre catholique, les protestants français, sur cinq générations, ont été conduits...

1. à un arrêt de tout prosélytisme conquérant;
2. à une surenchère au loyalisme nationaliste, parfois jusqu'à l'aveuglement (il s'agit de se faire accepter coûte que coûte)
3. à une "routinisation" et une minimalisation progressive de l'expérience religieuse personnelle (obligation de dissimuler sa foi à partir de la Révocation).

Ce complexe a profondément influé sur le modèle anthropologique du protestant français, et peut-être le marque-t-il encore. Ce sont de tels protestants qui entrent dans l'ère contemporaine, ce sont de tels protestants que les revivalistes, les évangéliques (au sens d'*evangelicals*, insistant sur la conversion et l'attachement à la Bible/Parole de Dieu), les protestants de pays religieusement plus pluralistes (tels le baptiste Billy Graham) vont devoir secouer de leur mortelle léthargie, au cours du XIXe siècle puis du XXe siècle. Mais un complexe ancré sur cinq générations ne s'efface pas aisément. Les protestants français, quoique stimulés (et parfois agacés) par leur aile évangélique, forte d'une évangélisation dynamique, cultivent toujours un rapport pour le moins ambivalent au prosélytisme et à l'affirmation "haut et fort" de leur différence. A certains égards, il semblent parfois se sentir plus à l'aise dans la défense, certes essentielle pour eux, de la laïcité et des valeurs des Droits de l'Homme, plutôt que dans la présentation de l'Evangile. D'où l'inquiétude qui transparaît jusque dans les titres éloquents de ces deux grands ouvrages d'histoire et de sociologie protestante que sont *Le protestantisme doit-il mourir ?* et *La précarité protestante*. Par ailleurs, la société française toute entière, au XIXe puis au XXe siècle, reste toujours un peu rétive, non plus au pluralisme religieux, mais au pluralisme des militantismes religieux. L'affiche de la différence religieuse, surtout si cette

différence n'est pas une différence catholique, gêne souvent les acteurs sociaux, et se trouve généralement marquée négativement par les médias, parfois enclins à brandir un peu vite le repoussoir sectaire. Si bien qu'on peut se demander si une mentalité larvée de type "Edit de Nantes" ne subsiste pas aujourd'hui : chacun chez soi, le catholicisme se trouvant implicitement conforté dans sa position dominante, mais pas question de prosélytisme intempestif : on fige les frontières respectives des Eglises et des groupes religieux. Impensable d'accepter sur le plan religieux la concurrence que l'on accepte sur le plan politique. Imaginer une controverse théologique télévisée ou radiophonique entre un catholique, un protestant évangélique, un juif ou un musulman serait parfaitement incongru, refusé par les médias et le public, alors que voir débattre hardiment Messieurs Hue, Chirac et Jospin passe pour une confrontation saine des idées et des modèles.

Aujourd'hui, l'Edit de Nantes n'existe certes plus en droit (on a fait bien mieux depuis, beaucoup plus pluraliste), mais on peut se demander s'il ne marque pas toujours les esprits, comme lointaine référence. Avec des enjeux directs sur le débat laïc. Notre pays, et les protestants, doivent-ils se satisfaire d'une laïcité favorable à un pluralisme religieux où personne ne fait de vagues, et où les minoritaires ne sont acceptés qu'à condition de leur discrétion militante (héritage d'une mentalité type "Edit de Nantes"), ou lutter pour une laïcité des militantismes religieux ? Loin de raviver le spectre funeste des guerres de religions, on peut se demander si la seconde option, en redynamisant un débat religieux national pluriel (catholicisme, islam, protestantisme et judaïsme en tête), ne pourrait pas permettre, en évitant ce qu'un certain oecuménisme laïc (au demeurant nécessaire) a pu parfois comporter d'excessivement niveleur et relativiste, de faire très efficacement barrage aux (rares) sectes dangereuses qui se développent dans le creux du "déficit d'absolus" de notre société

de consommation. L'effet de ce pluralisme aurait ainsi une conséquence analogue, vis à vis de l'efflorescence sectaire, à celle d'un sain débat politique entre tendances différentes, qui permet sans doute mieux qu'un "consensus mou" de faire pièce à Jean-Marie Le Pen... Est-il besoin de rappeler, par ailleurs, l'importance du religieux militant comme créateur de lien social ? Ceux qui fréquentent les Eglises évangéliques ne sont pas si mal placés pour souligner ce rôle, dont notre société peut *aussi* avoir besoin, en ces temps où "l'incivilité" se développe, sur fond de familles éclatées. Une Eglise qui évangélise, c'est une famille qui s'agrandit. Une société a besoin de familles vivantes pour tenir debout...

400 ans après l'Edit de Nantes, plus d'un siècle après l'affirmation des grands principes de notre laïcité républicaine, sans doute est-il temps de réfléchir, au seuil de l'an 2000, à un nouveau *vivre ensemble* des religions en France où il ne serait plus question de cloisonner, de figer les frontières, mais d'ouvrir à de nouvelles formes de liberté religieuse, dans le cadre d'un pluralisme dénominationnel repensé. Le chantier est vaste : cette question des formes du pluralisme religieux, dans notre société que l'on dit "post-chrétienne" (É.Poulat), peut s'affirmer comme l'un des enjeux-clefs de la commémoration de l'Edit de Nantes, et une problématique forte pour notre temps.

Sébastien Fath *est agrégé d'Histoire et Allocataire-Moniteur-Normalien à l'École Pratique des Hautes Études (section des sciences religieuses), où il poursuit un doctorat sur l'implantation baptiste en France.*